

**Convention collective**  
**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES**  
**DU SECTEUR DE LA PRODUCTION DE CHAMPIGNONS**  
**(CENTRE)**  
**(26 mars 1986)**

(Etendue par arrêté du 23 juin 1986,  
*Journal officiel* du 28 juin 1986)

---

AVENANT N° 16 DU 23 JANVIER 2006 (1)

NOR : AGRS0697044M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles  
(FDSEA),

D'une part, et

La CGT ;

La CFTC ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Revalorisation des salaires minima au 1<sup>er</sup> février 2006*

L'annexe I prévue à l'article 20 de la convention collective régionale du  
26 mars 1986 est modifiée à compter du 1<sup>er</sup> février 2006.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	1 <sup>er</sup> FÉVRIER 2006
<b>1. Ouvriers</b>		
Ouvrier débutant	110	8,03
Ouvrier	111	8,04
OS 1	112	8,05
OS 2	116	8,07
OQ	124	8,14
OHQ	132	8,42
Agent de contrôle	140	8,67
Agent technique	150	9,02
<b>2. Personnel d'encadrement</b>		
Cadre 3 <sup>e</sup> groupe	170	9,75
Cadre 3 <sup>e</sup> groupe	180	10,22
Cadre 2 <sup>e</sup> groupe	200	10,89
Cadre 2 <sup>e</sup> groupe	225	12,02
Cadre 1 <sup>er</sup> groupe	280	14,48

## Article 2

### *SMIC. – Garantie mensuelle de rémunération*

En vertu des articles L. 141-1 à L. 141-9 du code du travail, aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

Pour les entreprises ayant réduit le temps de travail à l'occasion du passage aux 35 heures par semaine, les dispositions relatives à la garantie mensuelle de rémunération (art. 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 modifié par la loi n° 2003-47 du 17 janvier 2003 ; art. 6-6 de l'accord national du 23 décembre 1981) doivent être prises en compte lors de la détermination de la rémunération mensuelle.

## Article 3

### *Dépôt légal. – Extension*

L'avenant est remis à chacune des organisations signataires et 5 autres exemplaires signés sont déposés au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Loir-et-Cher, 34, avenue Maunoury – 41011 Blois Cedex.

Les parties en demandent l'extension.

Fait à Blois, le 23 janvier 2006.

(Suivent les signatures.)